



**UNITED NATIONS
OFFICE OF LEGAL AFFAIRS**

Informal Meeting of the Legal Advisers of the Ministries of Foreign Affairs

Remarks by Mr. Miguel de Serpa Soares,

Under-Secretary-General for Legal Affairs, United Nations Legal Counsel

Monday, 24 October 2016, 3.00pm, Trusteeship Council Chamber

Thank you, Mr. Chairman, for giving me the floor.

Mr. Chairman, dear Dr. Sharma,
Ladies and Gentlemen Legal Advisers from capitals and from the missions,
Excellencies,
Dear colleagues and friends,

[Introduction]

I am very pleased to see all of you gathered again here at UN Headquarters for your traditional annual informal meeting.

Tradition has it that I am accorded the privilege of briefing the meeting on some current legal issues that we are facing at the United Nations. I wish to express my sincere gratitude to the organizing State this year, India, for honouring this tradition and giving me the floor. Allow me also to cordially thank Dr. Sharma, the Legal Adviser to the Indian Ministry of Foreign Affairs and his colleague Mr. Rao in the Mission for the outstanding job they have done in coordinating the programme for the 2016 meeting. We all look forward to your discussions on those topics which are both timely and interesting.

I would like to take this opportunity to say a few words on three topical issues, namely accountability in South Sudan, respect for the privileges and immunities of the United Nations and the latest developments in the field of ocean affairs and the law of the sea.



[Accountability in South Sudan]

La Asamblea General de las Naciones Unidas, y en particular la Sexta Comisión, llevan años involucrándose e interesándose por la justicia internacional penal. Se trata de un ámbito de trabajo primordial para la Oficina de Asuntos Jurídicos.

Asimismo, la responsabilidad por la comisión de los crímenes más graves de trascendencia internacional sigue siendo un elemento crucial en la agenda internacional.

Permítanme que hoy me refiera a la situación en Sudán del Sur, de especial interés estos últimos meses para las Naciones Unidas, y en particular para el Consejo de seguridad.

En el Acuerdo para la resolución del conflicto en Sudán del Sur, concluido el 17 de agosto de 2015, las Partes acordaron, en materia de responsabilidad, el establecimiento de un tribunal híbrido para Sudán del Sur.

Dicho acuerdo establece que se tratará de un tribunal híbrido y que la Comisión de la Unión Africana lo establecerá con el fin de que investigue y persiga a los individuos responsables de violaciones del derecho internacional y de las disposiciones pertinentes del derecho de Sudán del Sur, cometidas entre el 15 de diciembre de 2013 y el final del período transitorio.

El Consejo de Seguridad le pidió al Secretario General, mediante la resolución 2241 de 9 de octubre de 2015, que facilitara al respecto asistencia técnica a la Comisión de la Unión Africana y al Gobierno de Transición de Unidad Nacional.

Es esta la primera vez que se le pide al Secretario General que facilite asistencia técnica y ponga a la disposición de una organización regional su experiencia en materia de establecimiento de tribunales internacionales e híbridos. El socio regional, en este caso la Unión Africana, lidera el establecimiento del tribunal híbrido, en cooperación con el Gobierno de Transición de Unidad Nacional.



Cabe destacar al respecto que la Unión Africana ya tiene una experiencia similar con las Salas Africanas Extraordinarias en Senegal que condenaron el 30 de mayo de 2016 al antiguo Presidente de Chad, el Sr. Hissène Habré.

Mi Oficina ha estado facilitando asistencia técnica a la Unión Africana y hemos identificado conjuntamente necesidades concretas de cara al establecimiento del tribunal híbrido para Sudán del Sur.

Hemos compartido lecciones aprendidas de nuestra ya larga experiencia en materia de establecimiento y funcionamiento de tribunales internacionales e híbridos. La Unión Africana tiene ahora que analizar y posicionarse, entre otras cosas, respecto de la base legal para el establecimiento del tribunal, la selección de los jueces y la composición del tribunal, la defensa, la ubicación del tribunal, el fortalecimiento de las capacidades judiciales nacionales, las actividades de divulgación y la gobernanza. También hemos hecho especial hincapié en la necesidad de contar con un mecanismo de financiación sostenible.

Crímenes internacionales graves siguen cometiéndose en Sudán del Sur y, tal y como el Consejo de Seguridad lo ha hecho notar, dichas atrocidades constituyen una amenaza para la paz, la seguridad y la estabilidad en Sudán del Sur.

Por ello es necesario acabar con la impunidad en Sudán del Sur y juzgar a quienes hayan cometido dichos crímenes.

Sin responsabilidad, no se puede lograr la reconciliación, la recuperación ni, en última instancia, una paz sostenible. Mi Oficina está preparada para trabajar junto con la Unión Africana para que el tribunal híbrido para Sudán del Sur vea la luz.



[Privileges and Immunities]

J'aimerais maintenant aborder une question qui a beaucoup d'importance pour mon Bureau, et qui pourrait par ailleurs aussi revêtir une certaine importance pour vous : celle du respect des privilèges et immunités de l'Organisation par les États membres, et plus particulièrement le respect de son immunité de juridiction.

Chaque année, l'Organisation, y compris ses fonds et ses programmes, est confrontée à un nombre croissant de jugements rendus à son encontre, suite à des plaintes relevant du droit du travail introduites par des personnes recrutées localement par les Nations Unies.

Certains de ces jugements ont condamné l'Organisation à payer d'importantes indemnités financières aux plaignants. Les juridictions en question semblent, non seulement, adopter une approche restrictive des privilèges et immunités de l'Organisation, mais également considérer que la Constitution prévaut en cas de conflit entre cette dernière et les obligations internationales de l'État en vertu de la Charte et de la Convention de 1946 sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

En effet, d'après ces cours et tribunaux, l'Organisation des Nations Unies ne saurait se prévaloir de l'immunité de juridiction dans le cadre de litiges de droit du travail. Je ne doute pas que vous conviendrez, avec moi, qu'il s'agit là d'une application fondamentalement erronée des principes de droit international et en particulier de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Comme vous le savez, l'article 105 de la Charte dispose que l'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour atteindre ses buts.

La Convention de 1946, en son Article 2, Section 2, va plus loin en décrivant cette immunité, comme suit : « [l']Organisation des Nations Unies, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège et leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé, dans un cas particulier. »

La source de l'immunité de juridiction dont jouit l'Organisation, telle qu'explicitée dans la Convention de 1946, reste la Charte des Nations Unies. Or,



ni la Charte, ni la Convention ne différencient les actes privés (actes *de jure gestionis*) des actes accomplis dans l'exercice de la puissance publique (actes *de jure imperii*) au regard de l'immunité de juridiction, qui ne peut dès lors être comprise que comme une immunité absolue.

Je voudrais à cet égard citer l'article VIII, Section 29 a) de la Convention de 1946, qui dispose que « l'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie ».

En l'occurrence, les contrats des agents de l'Organisation recrutés au plan local prévoient l'arbitrage comme moyen de règlement de tout différend non résolu à l'amiable entre ces derniers et l'Organisation.

À ce stade, il me semble nécessaire d'aborder aussi la question des réclamations faites à l'encontre des Nations Unies dans le cadre de la crise du choléra en Haïti. Comme vous le savez, les Nations Unies ont affirmé l'immunité de l'Organisation au regard des réclamations présentées devant les juridictions américaines. L'Organisation a par ailleurs adopté la position que ces différends ne sont pas de nature privée, et dès lors qu'ils n'entraînent pas une obligation pour l'Organisation de les régler conformément à la Section 29 de la Convention de 1946. La Cour d'appel des États-Unis a récemment confirmé l'immunité de l'Organisation.

Bien que ce je ne sois pas en mesure de développer cette question davantage aujourd'hui, je voudrais cependant souligner que la position juridique que nous avons adoptée n'empêche en rien que des mesures appropriées soient prises en vue de répondre aux causes profondes ainsi qu'aux conséquences de la crise du choléra en Haïti.

Vous avez d'ailleurs certainement pris connaissance des efforts importants qui sont entrepris par le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et d'autres hauts fonctionnaires de l'Organisation, aux fins d'apporter une assistance et un appui matériels aux Haïtiens directement affectés par le choléra et de s'assurer que les ressources financières requises soient mises à disposition par les États Membres.



D'aucuns pourraient considérer que l'approche absolue de l'immunité des Nations Unies, adoptée il y a soixante-dix ans, n'est aujourd'hui plus nécessaire, voire plus justifiée.

Je voudrais néanmoins souligner qu'à mon avis, l'immunité de juridiction absolue est essentielle pour le bon fonctionnement de l'Organisation.

Mon Bureau a été, à plusieurs reprises, engagé dans d'intenses consultations avec les gouvernements des États membres concernés. Dans la plupart des cas, ceux-ci acceptent notre position, au plan juridique, mais ils éprouvent des difficultés à informer leurs juridictions du régime de droit applicable.

Les obstacles restent donc nombreux, et je ne vous cache pas ma crainte que nous puissions bientôt arriver à une situation où nous serions contraints d'invoquer les mesures formelles de résolution des différends prévues à la Convention de 1946.

Je reste néanmoins convaincu qu'il est de l'intérêt de tous les États Membres de veiller au respect de la Convention de 1946 et d'aider à limiter le temps et l'énergie consacrés à résoudre les obstacles juridiques que j'ai mentionnés. J'espère dès lors pouvoir compter sur votre soutien pour expliquer le cadre juridique applicable à l'Organisation des Nations Unies et les principes sur lesquels celui-ci est fondé à vos autorités respectives.

[Law of the Sea: to be provided by DOALOS]

My address wouldn't do justice to the broad range of legal issues which I am called upon to deal with if I didn't mention developments pertaining to ocean affairs and the law of the sea. This is also a topic which, given the interaction between oceans and the climate system, is of relevance to the panel of this meeting related to the legal dimensions of the concept of climate justice.

You will recall that a number of significant milestones related to oceans and the law of the sea were reached last year. Given time constraints, I cannot go into details but wish to note that the momentum this year has been no less significant, with a focus on turning commitments into action.



In that regard, the Preparatory Committee established by General Assembly resolution 69/292 with a mandate to make to the Assembly substantive recommendations on the elements of a draft text of an international legally binding instrument under UNCLOS on the conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction, held its first two sessions this year.

These sessions delved into great details into the various issues within the mandate of the Preparatory Committee, with a view to identifying areas of convergence and issues requiring further discussions. The Preparatory Committee will continue its discussions next year and report to the General Assembly by the end of 2017 on its progress.

With regard to Sustainable Development Goal 14, my Office, including in the context of UN-Oceans, of which I am the Focal Point, has been actively engaged in the process of identifying a suitable indicator to monitor progress towards the achievement of target 14.c.

Target 14.c calls for enhancing the conservation and sustainable use of oceans and their resources by implementing international law, as reflected in UNCLOS. Needless to say, my Office is also actively involved in the substantive preparations for the United Nations Conference to Support the Implementation of Sustainable Development Goal 14, which will be held from 5 to 9 June 2017 in New York.

Also with a view to supporting implementation of the law of the sea and furthering the sustainable development of the oceans and its resources, the resumed Review Conference on the 1995 Agreement for the Implementation of the Provisions of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 relating to the Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks was held in May this year.

It assessed the effectiveness of the Agreement in securing the conservation and management of straddling and highly migratory fish stocks and adopted a set of recommendations aimed at strengthening its substance and methods of implementation.



These are only some of the current salient issues pertaining to ocean affairs and the law of the sea. There are a number of other issues, which I could touch upon, such as unsafe mixed migration by sea.

My Office continues to closely monitor related developments to ensure, in particular, that the provisions of UNCLOS relating to the duty to rescue persons in distress at sea, and the obligation of coastal States to establish search and rescue services, are upheld.

As this brief overview demonstrates, the problems of ocean spaces are closely interrelated and need to be considered as a whole. This recognition by UNCLOS and the General Assembly continues to be pertinent as recalled by the First Global Integrated Marine Assessment, which aims to reinforce the science-policy interface by providing a scientific basis for informed decision-making on oceans issues.

It sounded a clarion call: the oceans are facing so many pressures that the limits of its carrying capacity are being, or in some cases, have been reached. Far from the obsolescence that some would like to ascribe to UNCLOS, the developments which I have briefly highlighted today also show that the Convention continues to be the fundamental basis for the sustainable development of oceans and their resources and for peace and security in the oceans.

[Conclusion]

I'm afraid that I have already exceeded my time and have to leave it at that. I look forward to seeing you in the coming days at the various events during "international law week". Thank you very much for your kind attention and I wish you an interesting and successful week.
